

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 17/08/2022

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/08/2022

### **Partie nominative**

**SARPI LA TALAUDIERE**

461 rue George Sand  
ZI MOLINA LA CHAZOTTE  
42350 LA TALAUDIERE

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 12/08/2022 de l'établissement SARPI LA TALAUDIERE implanté 461, rue George Sand ZI MOLINA LA CHAZOTTE 42350 LA TALAUDIERE. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.


## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 12/08/2022 de l'établissement SARPI LA TALAUDIERE implanté 461, rue George Sand ZI MOLINA LA CHAZOTTE 42350 LA TALAUDIERE, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

**Informations complémentaires aux propositions de l'inspection :**

L'inspection des installations classées demande la transmission du rapport interne lié à cet accident.

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 17/08/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/08/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SARPI LA TALAUDIERE**

461 rue George Sand  
ZI MOLINA LA CHAZOTTE  
42350 LA TALAUDIERE

Références : UiD4243-DSSP-022-0321  
Code AIOT : 0006103519

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/08/2022 dans l'établissement SARPI LA TALAUDIERE implanté 461, rue George Sand ZI MOLINA LA CHAZOTTE 42350 LA TALAUDIERE. L'inspection a été annoncée le 11/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Incendie du 11 aout 2022 sur le bâtiment A4

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARPI LA TALAUDIERE
- 461, rue George Sand ZI MOLINA LA CHAZOTTE 42350 LA TALAUDIERE
- Code AIOT : 0006103519
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

Déchetterie (déchet dangereux) soumise à la réglementation ICPE Seveso seuil bas.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- [accident survenu le 11/08/2022](#)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'incendie a été rapidement maîtrisé et n'a pas mis en exergue de failles dans les procédures du POI. L'inspection est en attente des conclusions et des actions correctives liées à cet accident.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions générales	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie du 11 aout 2022 n'a engendré qu'une détérioration d'un des portails à rideau du bâtiment A4 ; les résultats d'analyses sur prélèvements réalisés n'ont pas mis en évidence de rejets dans l'air (absence de COV, relevés toxiques dont ammoniac, composés chlorés, acide cyanhydrique négatifs) et aucun risque d'explosion n'a été mis en évidence par explosimétrie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'accident ou d'incident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'ICPE SARPI La Talaudière a prévenu l'inspection des installations classées le 11 aout 2022 pour l'informer qu'un incendie s'était déroulé dans le bâtiment A4, zone où se situe le broyeur. En fin de matinée suite à une déflagration dans la fosse, des flammes d'une hauteur de quelques mètres sont apparues pendant moins de 30 secondes, le système d'extinction automatique, composés de 4 canons à eau avec mousse, s'est mis en marche avec succès. Les sapeurs pompiers étaient présents en soutien sans toutefois avoir eu recours à leur équipement. La durée totale de l'incident n'excède pas une heure (45 minutes environ). Afin d'éliminer les poches de gaz présentes dans la fosse, la matière a été broyée à plusieurs reprises avec de l'eau. Les eaux d'extinction sont confinées dans la fosse (6000 litres environ) et seront traitées avec les déchets dangereux déjà présents dans la fosse (incinération à SOLAMAT Merex filière de SARPI VEOLIA). L'incident n'a pas révélé de faille dans le POI et a été maîtrisé rapidement, seule la dégradation d'un portail (rideau plastique) a été générée par l'incendie. Trois prélèvements ont été réalisés. Ils n'ont pas mis en évidence de rejet dans l'atmosphère (absence de COV <sub>7</sub> , relevés toxiques dont ammoniac, composés chlorés, acide cyanhydrique négatifs) et aucun risque d'explosion n'a été mis en évidence par explosimétrie : prélèvements près de la fosse à déchets dangereux broyés (point 1), un second sur la voie de circulation interne près du bâtiment A4 et un troisième à l'entrée du site.  Une enquête interne est en cours mais il semble selon l'exploitant que l'incendie a été causé par la présence d'un récipient de solvant introduit par erreur dans le broyeur. L'exploitant transmettra les conclusions de son enquête interne (checklist, rapport interne avec action et actions correctives)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet